

L'Arabie saoudite et le Koweït paieront la note

d'après Reuter et AFP
TAIF, Arabie saoudite

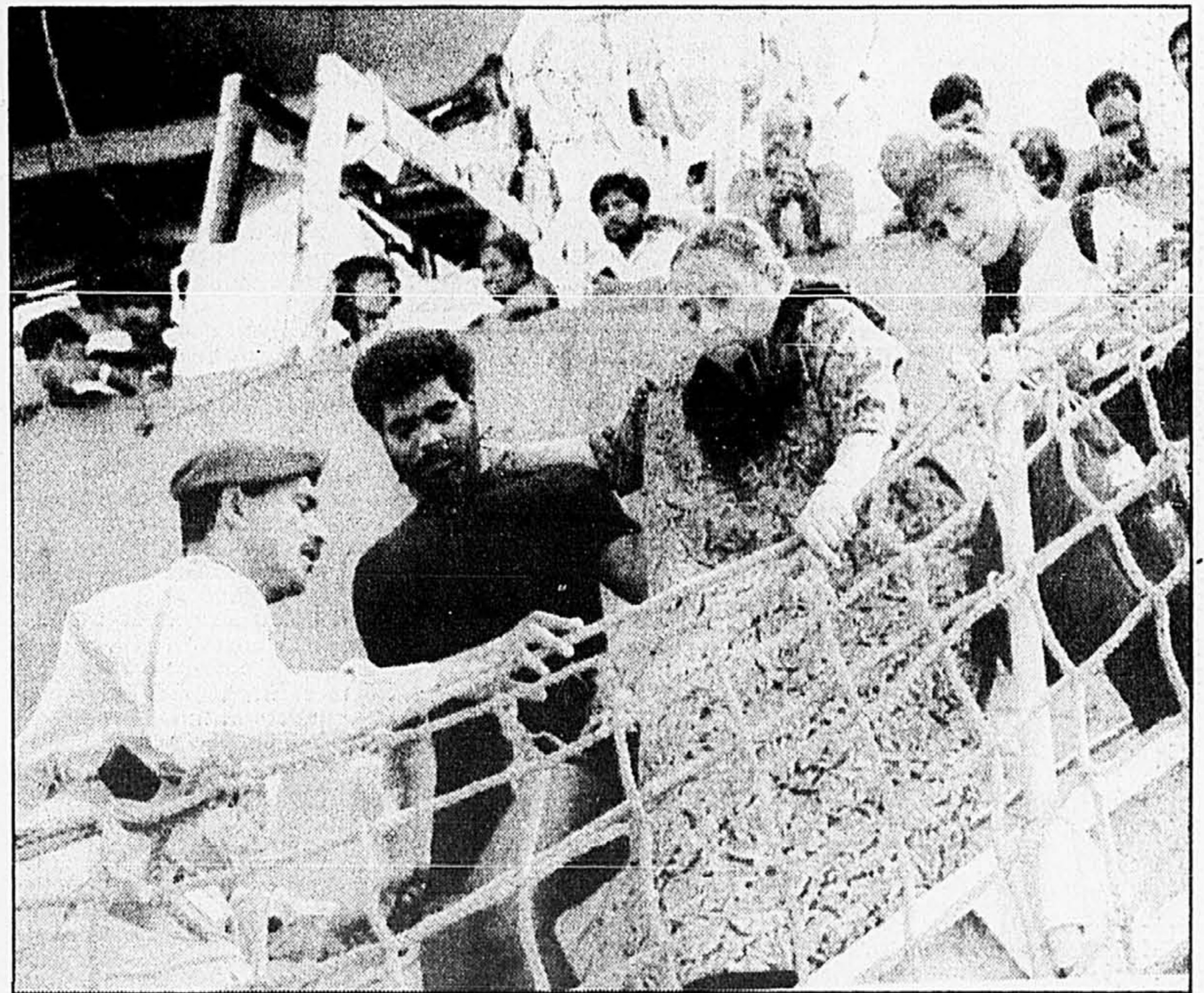
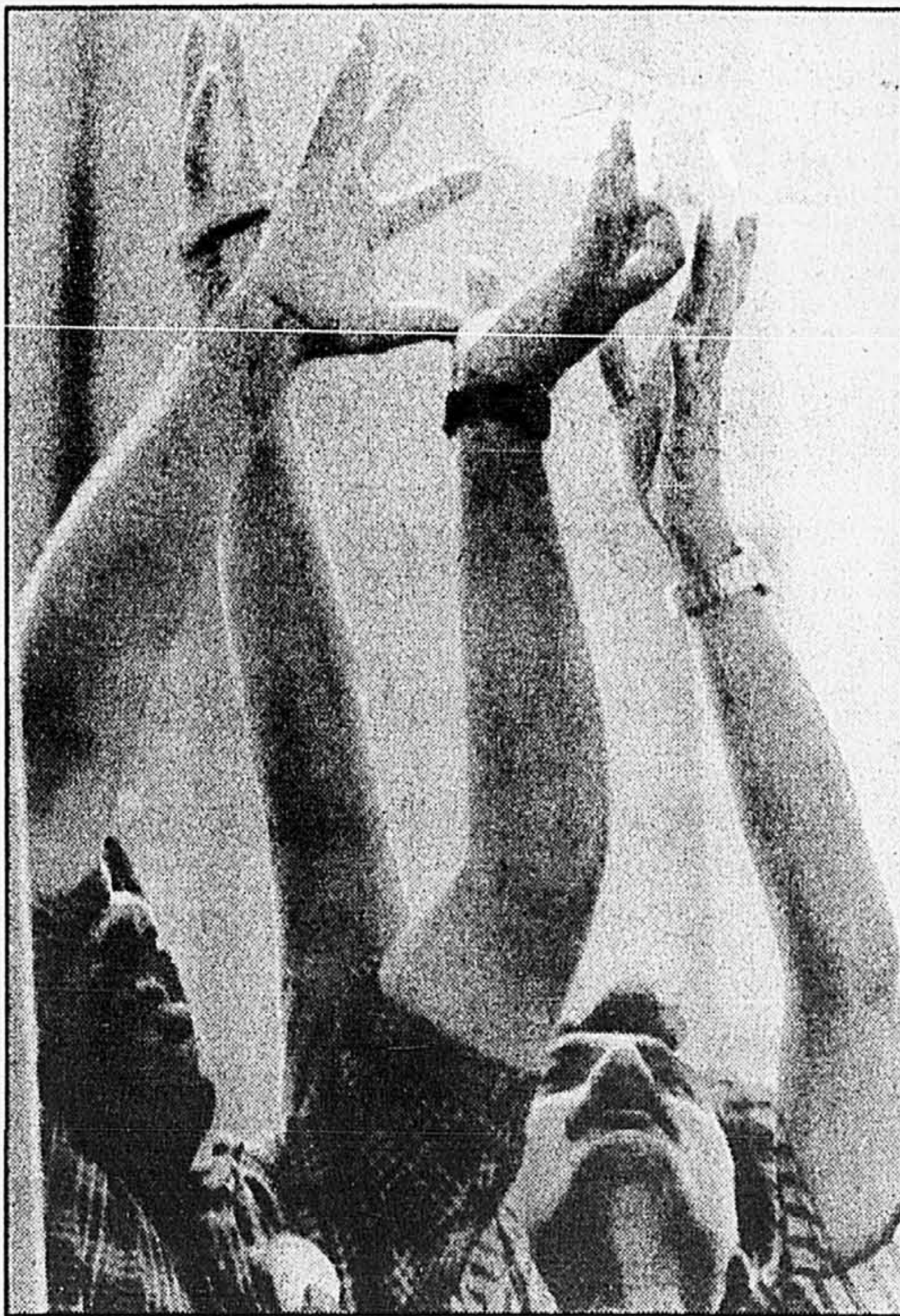
L'Arabie saoudite et le gouvernement en exil du Koweït se sont engagés auprès du secrétaire d'État américain, James Baker, à financer à hauteur de plusieurs milliards de dollars la présence américaine dans le Golfe. Selon les officiels américains, l'Arabie saoudite a accepté de couvrir le coût quotidien de l'opération «Bouclier du désert» qui s'élèverait à des centaines de millions de dollars. Ceci, additionné à des contributions plus modestes du Japon et de l'Europe devrait couvrir la plus grande partie des dépenses — environ 1,5 milliard de dollars par mois — de l'embargo défrayés par le Pentagone.

On sait que le gouvernement américain a fait savoir au Congrès que l'opération «Bouclier du désert» coûterait environ 2,5 milliards pour l'année fiscale prenant fin le 30 septembre. Le secrétaire d'État américain, James Baker, a estimé que, d'ici le 31 décembre 1990, elle coûterait six milliards et, de source autorisée du Pentagone, on estime que l'opération dans le Golfe pourrait coûter au moins onze milliards pour l'année fiscale 1991 (octobre-septembre).

Le Washington Post, citant de nouvelles estimations du Pentagone données à des commissions du Sénat, écrivait hier que le coût en année pleine était estimé à 11,3 milliards de dollars. De source autorisée, on précise que le chiffre de 11 milliards de dollars ne comprend pas le versement des soldes.

Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, plus de 100 000 soldats américains ont été envoyés en Arabie saoudite et des navires de guerre ont été déployés dans le Golfe pour faire respecter les sanctions commerciales contre l'Irak décidées par les Nations unies.

D'autre part, le Japon s'est prudemment engagé hier à participer à l'effort international visant à isoler l'Irak, mais n'a fourni aux dirigeants américains aucun montant chiffré de sa future con-



Un soldat des Emirats arabes unis et un secouriste (en noir) aident à débarquer des personnes faisant partie d'un groupe de 724 réfugiés arrivés hier à Dubai venant du Koweït à bord d'un navire marchand naviguant sous pavillon panaméen, tandis que d'autres réfugiés tendent les mains vers les bouteilles d'eau qu'on leur lance pour éteindre leur soif.

PHOTOS AP ET REUTERS

tribution. «Le premier ministre japonais, Toshiki Kaifu partage entièrement notre vision du monde et a laissé entendre que le Japon était prêt à coopérer», a déclaré aux journalistes le porte-parole de Nicholas Brady à l'issue de la rencontre du secrétaire américain au Trésor avec les dirigeants japonais.

Tokyo constituait pour Brady la dernière étape d'une tournée-marathon de 30 000 km en quatre jours à travers le monde destinée à faire participer les pays occidentaux à un programme

majeur de 28 milliards censé couvrir à la fois les dépenses militaires dans le Golfe et l'aide aux pays de la région durement touchés par l'embargo décrété contre l'Irak. Une source du ministère japonais des affaires étrangères a déclaré de son côté que Tokyo fera «le maximum» pour soutenir le plan américain, mais n'a pas voulu rentrer dans les détails. Certains Américains ont critiqué très sévèrement l'attitude de Tokyo et jugé la contribution du Japon bien modeste au regard de sa puissance économique et de sa

forte dépendance en pétrole venant du Golfe. Le Japon s'est déjà engagé à verser un milliard pour financer la force multinationale dans le Golfe, mais a clairement fait savoir qu'il n'avait pas l'intention d'aller plus loin dans ce domaine.

D'autre part, le prédicateur principal de La Mecque a engagé hier les jeunes Saoudiens à prendre les armes pour se défendre, en réaction apparente aux appels à la Djihad (guerre sainte) lancés par le président irakien Saddam Hussein. L'injonction contenue

dans le sermon de Cheikh Mohammed bin Abdullah As Sabil à la Grande Mosquée de La Mecque implique une guerre sainte défensive en riposte à l'appel lancé mercredi par le chef de l'État irakien. Taxant le président irakien d'hypocrisie, Cheikh Mohammed l'a accusé de «se prétendre musulman tout en épousant une idéologie athée et en interdisant l'enseignement du Coran et de la science islamique dans les écoles irakiennes». «En se prétendant musulman, le dirigeant du régime irakien est un hypocrite».

Enfin, la Chine a demandé à l'Irak de se retirer du Koweït, sans condition, et de répondre aux efforts de médiation du monde arabe. Tel est le message qu'a transmis le Premier ministre chinois, Li Peng, au vice-Premier ministre irakien, Taha Yassin Ramadan, arrivé à Pékin jeudi, rapportait hier la radio nationale. La Chine, l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, a voté toutes les sanctions prises par l'ONU depuis l'invasion-annexion du Koweït par l'Irak.

Bonn et Moscou ne s'entendent pas sur les modalités du retrait des troupes

Reuter
BERLIN-EST

Les négociations entre les quatre puissances alliées et les deux États allemands sur le statut international de l'Allemagne unifiée se sont achevées hier sans aboutir à un accord final en raison notamment de divergences entre Moscou et Bonn sur le retrait des troupes soviétiques de RDA.

À l'issue de quatre jours de pourparlers, les représentants des six pays — RFA, RDA, URSS, France, États-Unis, Grande-Bretagne — se sont cependant déclarés confiants que les quelques questions encore en suspens pourront être réglées par leurs ministres des Affaires étrangères réunis dans la capitale soviétique pour la signature de l'accord le 12 septembre.

Des diplomates occidentaux ont estimé que la rédaction du document final de l'accord «deux plus quatre» était retardée par des questions financières plutôt que par des problèmes politiques. Le chancelier Helmut Kohl s'est entretenu par téléphone avec le président Mikhail Gorbatchev de la contribution financière de Bonn au retrait des quelque 370 000 soldats soviétiques stationnés en RDA, qui sera étalé sur les trois ou quatre prochaines années.

Un porte-parole du gouvernement de Bonn, Hans Klein,

a précisé qu'ils devaient de nouveau s'entretenir de la question au début de la semaine prochaine. Les représentants soviétiques et ouest-allemands n'ont pas réussi jeudi à se mettre d'accord sur cette question.

Les représentants soviétiques ont par ailleurs souligné, selon des diplomates, que Moscou ne pouvait pas accepter que les droits des quatre puissances alliées à Berlin soient suspendus avant la ratification de l'accord par son parlement. Mais Harry Gilmore, conseiller à la mission américaine à Berlin-Ouest, a déclaré qu'il était sûr que les alliés mettraient fin à l'exercice de leurs droits le 3 octobre, en date de l'unification allemande, en attendant la ratification de l'accord par toutes les parties.

Selon des diplomates, les puissances occidentales ont d'autre part refusé d'accéder à une exigence des Soviétiques, qui souhaitaient que le document final comporte un engagement à faire de l'actuelle RDA une zone dénucléarisée. «Cette proposition a été rejetée. Cela empièterait sur la souveraineté de l'Allemagne unifiée», a dit un diplomate.

L'agence est-allemande ADN a précisé que les alliés occidentaux considéraient la proposition soviétique comme une restriction inacceptable aux pouvoirs de l'Alliance atlantique, dont l'Allemagne unifiée fera partie.

Les États-Unis souhaitent que l'URSS déploie des forces terrestres

d'après AFP, UPI, AP et Reuter
WASHINGTON

Les États-Unis ont laissé entendre hier qu'ils pourraient demander à l'URSS au sommet d'Helsinki d'envoyer des forces terrestres dans la région du Golfe pour faire face à l'Irak, un haut responsable américain affirmant qu'un tel déploiement serait «utile».

«La démonstration du caractère multilatéral des forces (dans la région du Golfe) par l'ajout d'une représentation de l'une des principales puissances, serait utile», a

déclaré ce haut responsable qui présentait à la presse le rencontre des présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev demain à Helsinki.

Ce responsable, qui parlait sous le couvert de l'anonymat, a souligné qu'une présence militaire terrestre soviétique n'était pas «essentielle» du fait que quelque 25 pays ont déjà envoyé des forces dans la région ou promis de le faire. Mais, a-t-il ajouté, «je pense que ce serait utile».

À la question de savoir quel genre de forces soviétiques seraient utiles, il a répondu: «Ce serait bien sûr aux Soviétiques de

décider». Il a souligné que l'URSS n'avait pas informé les États-Unis d'un possible envoi de forces terrestres et que Moscou a été jusqu'à présent très réticent à envisager.

L'URSS a envoyé deux navires de guerre dans la région du Golfe depuis le début de la crise mais a refusé de participer militairement à l'imposition de l'embargo commercial contre Bagdad. «Aucun Soviétique n'est prêt à mourir pour le Koweït», avait récemment déclaré un responsable soviétique à Moscou.

Le haut responsable américain a expliqué que si les États-Unis

considéraient maintenant comme utile la présence de troupes soviétiques au Moyen-Orient après avoir tout fait pour limiter l'influence de Moscou dans la région, c'était parce que «le monde a changé de façon spectaculaire».

«Les politiques soviétiques et américaines (...) ont très souvent été concurrentes. Maintenant, les Soviétiques ont démontré par leur soutien contre l'agression irakienne qu'ils voient la situation de la même façon» que les États-Unis, a-t-il déclaré, qualifiant le changement d'attitude soviétique au Moyen-Orient de «très impressionnant».

Le haut responsable a cependant écarté l'éventualité d'une coopération de forces américaines et soviétiques sous le parapluie ou le commandement des Nations unies. Il a estimé que ce ne serait pas «utile» et que le rôle actuel de l'ONU dans la crise du Golfe était suffisant. Les sanctions, a-t-il dit, ont jusqu'ici été «extraordinairement efficaces».

Par ailleurs, le haut responsable américain a confirmé que M. Bush discuterait à Helsinki de la question des conseillers militaires soviétiques (180 selon Moscou) qui restent en Irak.

Le cache-cache de Sihanouk et de Hun Sen assombrit la réunion

d'après Reuter et AFP
DJAKARTA

Le cache-cache diplomatique auquel se livrent le prince Norodom Sihanouk et le premier ministre de Phnom Penh, Hun Sen, rend toujours incertaine la réunion de Djakarta sur l'avenir du Cambodge.

Ce cache-cache pourrait porter, s'il se poursuit, un coup sérieux aux espoirs entretenus par le Conseil de sécurité de l'ONU d'un règlement du conflit cambodgien.

Les États-Unis, l'URSS, et la Chine ont fait pression cette semaine sur le gouvernement Hun Sen et la coalition dirigée par le prince pour qu'ils acceptent de se rencontrer à Djakarta et approuvent le plan de l'ONU en vue de rétablir la paix au Cambodge.

«Bien que je me rende à Dja-

karta, j'ai décidé de ne pas assister à la réunion tant que Sihanouk boycottera ce forum», a déclaré hier Hun Sen, cité par l'agence de presse cambodgienne SPK, avant son départ pour Djakarta.

Sihanouk, dont les revirements sont fréquents, est revenu jeudi sur sa décision de ne pas assister à la réunion de Djakarta. Il a toutefois annoncé qu'il ne participerait pas directement aux entretiens, destinés à regrouper autour d'une table des négociations sa coalition et les représentants du gouvernement Hun Sen.

Le ministre indonésien des Affaires étrangères, Ali Alatas, qui a oeuvré sans compter pour une rencontre en tête à tête entre les trois mouvements rebelles et la faction gouvernementale, s'est néanmoins déclaré optimiste quant à la tenue d'une telle réunion. «Attendons de voir», a-t-il dit.

Sihanouk n'arrivant que tard ce soir à Djakarta, les pourparlers ne pourront pas s'ouvrir avant demain, a-t-il précisé. L'ouverture des entretiens avait déjà été retardée par des disputes entre les factions sur des questions de protocole.

Las de financer les belligérants cambodgiens et préoccupés par la crise du Golfe, les supergrands s'attendent à ce que les dirigeants des quatre factions cambodgiennes acceptent le plan de l'ONU mis au point avec la France et la Grande-Bretagne, déclare-t-on dans les milieux diplomatiques.

Le ministre soviétique des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, a déclaré hier qu'il s'entretiendrait avec Sihanouk. Les États-Unis, qui soutiennent le prince, ont décidé pour leur part mercredi de nouer un dialogue avec Hun Sen, soutenu par Moscou.

Li Peng remplacé

d'après Reuter et AP
PÉKIN

La radio nationale chinoise a annoncé hier que le premier ministre Li Peng avait été démis de ses fonctions de président d'un important organisme de réflexion économique mais des économistes du pays n'y voient pas le signe d'une disgrâce du leader communiste.

Selon la radio, le comité permanent du parlement national a décidé de révoquer Li et de le remplacer par Chen Jinhua, 61 ans, président de la Société de petrochimie nationale, à la tête de la Commission d'État pour la reconstruction de l'économie.

Bien que la radio ait parlé de révocation, les économistes chinois et diplomates étrangers n'en concluent pas à un revers infligé à Li, la commission ayant cessé il y a peu d'être le plus haut organe consultatif économique du pays.

La réconciliation entre les deux Corées est encore loin

Reuter
SÉOUL

La rencontre historique entre les chefs de gouvernement des deux Corées est le premier pas vers la réconciliation, mais il reste beaucoup à faire. Les sourires, les poignées de mains et les civilités des quatre derniers jours ne doivent pas masquer les profondes divergences qui séparent encore Séoul et Pyongyang.

Le Premier ministre nord-coréen, Yon Hyong-muk, a retraversé hier la frontière à Panmunjon, marquant ainsi la fin d'une rencontre sans précédent depuis la division de la péninsule coréenne, en 1945. Les deux séances officielles d'entretiens entre Yon et son homologue du Sud, Kang Young-hoon, ont mis en lumière les désaccords qui subsistent encore entre les deux Corées.

De fait, chaque camp a rejeté

les principales propositions de l'autre. Concrètement, on discutera d'une adhésion unique aux Nations unies et de la réunification des familles séparées par la guerre de 1950-53. C'est tout. Le principal acquis est peut-être le début d'une ère plus courtoise entre deux ennemis toujours sur le pied de guerre.

Depuis l'invasion du Sud par le Nord, en 1950, chaque camp se méfie de l'autre. De part et

d'autre de la zone démilitarisée de quatre km de large qui divise la péninsule, 870 000 soldats du Nord et 650 000 soldats du Sud, auxquels il faut ajouter 43 000 Américains, s'observent. Ni route, ni voie de chemin de fer ne traversent la zone. Il n'y a ni courrier, ni télécommunications entre le Nord et le Sud. En 45 ans de divorce, les deux parties ont évolué séparément, suivant chacune leur modèle économique et social.

Tout dépendra de la volonté du Nord, un des derniers bastions du stalinisme, à poursuivre le dialogue, estiment des diplomates. L'aide de Moscou n'est plus ce qu'elle était et une assistance économique du Sud serait la bienvenue. Reste à savoir si le système cloisonné du Nord et son «Grand dirigeant» Kim Il-sung résisteraient longtemps à des contacts prolongés avec le Sud plus riche, plus ouvert et en voie de démocratisation.

L'OASIS DE VILLE

Condominiums en béton

À PARTIR DE

169 000 \$

Prêts hypothécaires
à partir de

9 3/4 %

Ecrivez le
TPS
achetez
avant
1991.



QUELQUES UNITÉS
DISPONIBLES POUR
LOCATION

1070, 1080, rue Saint-Mathieu
(coin boul. René-Lévesque ouest)
Montréal

989-2981

ÉCOLES D'IMPÔT DE H&R BLOCK



On vous invite à vous rendre à une journée d'accueil pour examiner le matériel des cours et pour rencontrer les instructeurs.

Inscrivez-vous des maintenant. Gagnez de l'argent en suivant un cours enseigné par des instructeurs expérimentés. Bientôt! Dans votre région!

Aux 5 adresses suivantes:

919, boul. Decarie, Saint-Laurent	747-5223
6427, av. Papineau, Montréal	722-4403
3767, rue Wellington, Verdun	769-1714
227, boul. des Laurentides, Laval	663-9485
2225, ch. Chambly, Longueuil	468-9464

L'élection du NPD en Ontario constitue un avertissement aux grands partis politiques

MARIE TISON
de la Presse Canadienne
OTTAWA

■ L'élection du Nouveau Parti démocratique en Ontario constitue un avertissement pour les grands partis politiques, même au niveau fédéral.

C'est ce que des députés fédéraux de différents partis ont indiqué hier, au lendemain de la victoire historique de Bob Rae.

«Si j'étais Brian Mulroney ou Jean Chrétien, je ne serais pas trop confiant en ce qui concerne les prochaines élections fédérales», a déclaré le député néo-démocrate de Burnaby-Kingsway Svend Robinson.

Il a expliqué que les néo-démocrates pourront enfin prouver qu'ils peuvent gouverner la plus grande province du pays, un excellent test à son avis.

«J'ai confiance qu'il s'agira d'un gouvernement non seulement efficace, mais un gouvernement de justice, qui mettra l'accent sur l'environnement, les services sociaux et la justice économique, a-t-il déclaré. L'existence d'un gouvernement néo-démocrate provincial honnête et intègre constituera un argument très important lors des prochaines élections fédérales.»

Le leader en Chambre du Parti libéral fédéral, le député franco-ontarien Jean-Robert Gauthier s'est dit bouleversé par le fait que la mauvaise humeur de l'électorat se soit exprimée dans un vote contre les grands partis traditionnels. A son avis, cette mauvaise humeur des Ontariens ne fait que refléter l'attitude générale des Canadiens, une réalité avec laquelle les grands partis politiques devront désormais compter.

Loi 8

M. Gauthier a reconnu que l'adoption par le gouvernement libéral de la loi 8 sur les services en français avait contribué à sa défaite, mais il a refusé d'en exagérer l'importance. Il a rappelé

que M. Rae, qui s'exprime très bien en français, s'était montré ouvert à la question des langues officielles.

Le député libéral d'Ottawa-Vanier a souligné l'impact de tiers partis, comme le COR (Confederation of Regions), qui ont attiré à eux des électeurs qui traditionnellement appuyaient les libéraux ou les conservateurs.

Selon lui, un phénomène semblable peut se reproduire au niveau national, avec la présence d'importantes forces régionales, comme le Parti de la Réforme dans l'Ouest, l'APEC (Alliance for the preservation of English in Canada) en Ontario, le Bloc québécois ainsi que le COR dans les provinces de l'Atlantique.

L'éparpillement des votes risque de favoriser les tiers partis, a-t-il déclaré.

L'ancien député libéral Jean Lapierre, maintenant dans les rangs du Bloc québécois, a estimé également que l'élection d'un gouvernement néo-démocrate en Ontario venait modifier l'échiquier politique canadien.

Il a ajouté qu'il s'agissait d'une mauvaise nouvelle surtout pour le chef libéral Jean Chrétien, qui comptait selon lui sur la machine du Parti libéral ontarien pour lui fournir 80 ou 90 députés aux prochaines élections fédérales.

M. Lapierre a quitté le Parti libéral quelques secondes après que M. Chrétien ait été élu à la tête de cette formation, le 23 juin dernier.

Le député a indiqué que le NPD fédéral pourrait profiter de la présence d'un gouvernement néo-démocrate à Queen's Park pour reprendre du poil de la bête

en Ontario, et ainsi, menacer les deux grands partis traditionnels.

M. Gauthier a cependant rappelé que les libéraux fédéraux avaient l'expérience des coups durs, ayant subi une cuisante défaite en 1984, et qu'ils en avaient retenu les leçons.

Jean Lapierre s'est par ailleurs montré satisfait de l'élection d'un gouvernement socio-démocrate en Ontario, histoire de faire taire les hommes d'affaires qui montraient en épingle le traditionnel penchant favorable de l'Ontario pour l'entreprise et qui critiquaient ouvertement la nature sociale-démocrate du Québec.

«La différence qui existait entre les deux provinces vient de s'amenuiser, et ça rend probablement le Québec encore plus compétitif dans la quête aux investisseurs et aux projets d'expansion», a-t-il déclaré.



PHOTO CP

La réclusion de David

Le premier ministre défait de l'Ontario David Peterson a été surpris à l'arrière de sa demeure alors qu'il organisait une partie à l'intention de ses amis et des travailleurs d'élections de son parti hier après-midi.



CE SOIR

C'est la Vie
EN ACTION
EN FOLIE

Samedi 20 heures
CINÉ-EXTRA
"L'ARME ABSOLUE"

Dimanche 20 heures 30
CINÉMA DU
DIMANCHE
"RIEN EN COMMUN"

Qu'ont en commun
CLINT EASTWOOD
et TOM HANKS???

En quoi se ressemblent
un drame d'espionnage
et une comédie???

Ils se partagent
le WEEK-END!!!

CFTM

**DES BÂTISSEURS
DE VALEURS SÛRES**

Un cahier spécial à ne pas manquer
aujourd'hui

DANS

La Presse

Les milieux financiers américains sont surpris et nerveux par la victoire du NPD ontarien

MAURICE GIRARD
de la Presse Canadienne
WASHINGTON

■ L'élection d'un gouvernement neo-démocrate en Ontario a pris tout le monde par surprise aux États-Unis, particulièrement les milieux financiers qui s'interrogeaient ouvertement hier sur l'avènement d'un gouvernement «socialiste» dans la plus riche des provinces canadiennes.

Chez Salomon Brothers, l'analyste Anita Lauria indiquait que des investisseurs ont pris d'assaut les standards téléphoniques, se demandant si l'Ontario n'était pas «sur le bord d'un désastre».

À l'université de New York à Plattsburg, le professeur de sciences politiques Martin Lubin se demandait si le Québec ne pourrait pas profiter de cette conjoncture en revivant à l'envers la triste et célèbre fuite de capitaux et de sièges sociaux des années 1970. Vingt ans plus tard, les investisseurs anglophones iraient se mettre à l'abri du vent de socialisme soufflant sur Queen's Park en se réfugiant dans le confort douillet de la nouvelle Mecque du capitalisme canadien que serait devenu le Québec.

Cote pas affectée

Rejoints à New York, les

maisons de crédit Moody's et Standard and Poors ont indiqué à la Presse Canadienne que l'élection du NPD ne provoquera pas dans l'immédiat une révision de la cote de la province. Signe de la nervosité des milieux financiers, l'activité à la Bourse de Toronto et la cote du dollar canadien piquaient du nez en début de séance hier, avant de se rétablir par la suite. Wall Street, indiquait-on, surveillera avec attention au cours des prochains mois le comportement du nouveau gouvernement Rae.

Des experts et universitaires américains ont manifesté leur étonnement devant la victoire neo-démocrate, évoquant avec plus d'empressement que les milieux financiers la perspective de difficultés économiques pour le puissant voisin du Québec.

Quant aux grands médias, l'élection d'un premier gouvernement NPD en Ontario est passé complètement inaperçu. Seul le *Washington Post* publiait vendredi une dépêche sur le Canada portant sur... la crise autochtone au Québec. Faut dire que le *New York Times*, le *Wall Street Journal* et autres prestigieux quotidiens n'ont jamais manifesté beaucoup d'intérêt pour les changements à Queen's Park contrairement à la politique québécoise.

qui fait souvent l'objet de comptes rendus et d'analyses.

Le vice-président de la maison de courtage Moody's, M. Bill Streeter, a déclaré que «la réaction des milieux financiers dépendra du comportement de l'économie ontarienne, des changements qui seront apportés par le nouveau gouvernement à divers chapitres comme la dette, le niveau des dépenses, les taxes et impôts au moment où la province, comme certains États américains, semble vouloir entrer dans une récession.»

Selon cet analyste, spécialiste en affaires canadiennes, «un accroissement de la dette de la province pourrait avoir un impact négatif sur la cote de crédit». Mais, devait-il ajouter, «il est un peu trop tôt pour s'adonner à ce type de prédictions.»

Chez Standard and Poor's, l'analyste du dossier canadien, M. Paul Pannkuk, réagissait de la même façon, avec autant de prudence. Il rappelle que l'économie ontarienne est forte et que des surplus budgétaires ont été enregistrés ces dernières années. «Il faudra attendre pour voir le comportement du nouveau gouvernement. Il est trop tôt pour réagir», a-t-il dit.

Pour le spécialiste des affaires

canadiennes au New York State University à Plattsburg, M. Martin Lubin, les élections ontariennes pourraient «par un étrange retournement» profiter au Québec. «Le climat favorable aux affaires au Québec pourrait tourner à son avantage et se traduire par des transferts d'activités vers le Québec à petite échelle. Mais le climat politique dans la province pourrait ralentir ces déplacements», a-t-il dit en soulignant la question linguistique, toujours mal perçue aux États-Unis.

Un autre spécialiste de l'Université du Maine, M. Peter Morici, prédit que si le nouveau gouvernement ontarien se met en tête de réaliser son programme électoral, «les Américains y songeront à deux fois avant d'investir dans la province. L'Ontario fait déjà face à de graves difficultés de concurrence et l'élection des neo-démocrates pourrait faire empirer les choses.»

À Washington, Jonathan Lemco, du National Planning Association, pense qu'une fois au pouvoir, les neo-démocrates ontariens devront suivre l'exemple d'autres gouvernements NPD qui, en Colombie-Britannique, au Manitoba et en Saskatchewan, ont dû faire des compromis une fois au pouvoir.

Les parents de Bob Rae sont bouleversés par l'événement

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Saul et Lois Rae entreprennent une nouvelle carrière; ils sont maintenant parents d'un premier ministre.

Le père et la mère de Bob Rae sont fiers de leur fils et, hier, ils étaient surtout très excités, au lendemain de la victoire du Nouveau parti démocratique aux élections provinciales ontariennes.

«Nous ne nous attendions pas à cela», ont avoué M. et Mme Rae au cours d'une entrevue à leur domicile d'Ottawa.

«Je suis bien heureux qu'il ait hérité d'un gouvernement majoritaire; c'est beaucoup mieux ainsi», a déclaré M. Rae, dont la paisible vie de retraite a été bouleversée par la visite des représentants de plusieurs médias hier.

Saul Rae connaît bien la vie publique. Il a œuvré dans les services diplomatiques canadiens pendant une quarantaine d'années et sa famille l'a suivi à Paris, Genève, Mexico, La Haye et New York.

C'est d'ailleurs lors de ses études en Angleterre qu'il a

rencontré son épouse Lois, en 1957.

Le nouveau premier ministre de l'Ontario est le troisième d'une famille de quatre enfants. Sa soeur aînée, Jennifer, travaille dans le domaine du cinéma, à Toronto, alors que Johnny est à l'emploi de Power Corporation. Son frère cadet, David, est décédé l'an dernier à l'âge de 32 ans.

La famille compte beaucoup aux yeux de Rae et leur maison est tapissée de photos de leurs enfants et de leur petits-enfants. Bob Rae et son épouse Arlene ont trois filles: Judith, 9 ans, Lisa, 7 ans, et Eleanor, 5 ans.

Le chef du NPD s'intéresse à la chose publique depuis son adolescence.

«Je crois qu'il a pris goût à la politique lors de notre séjour à Genève», raconte M. Rae, au sujet du chef du NPD ontarien. «Il faisait ses études secondaires dans une école internationale et il venait assister aux délibérations des comités des Nations-unies».

Même s'ils admirent leur fils, M. et Mme Rae ne veulent pas dévoiler leur allegiance politique. «C'est une décision personnelle».

LA CROISIÈRE Les Tours St-Louis

Le samedi de 19 h à 23 h. PLACE À LA LAMBADA Superbe démonstration

Dîner 3 services - spectacle - prix Croisière de 4 heures. Pour réserver, composez 367-2840 / 367-1629 départ de Lachine

35\$ tout inclus STATIONNEMENT GRATUIT

de LAMBADA Plus concours des meilleurs danseurs

Les Tours St-Louis

300 chemin du Canal, Lachine

BRUNCH DU DIMANCHE de 11 h à 13 h. - 19\$ ADULTE - 12\$ ENFANT

Venez aux Vendanges du beau

Notre collection automne-hiver saura vous plaire



Miyo La boutique de classe à Laval

Vêtements, accessoires, chaussures, importations exclusives d'Italie d'Allemagne à prix concurrentiels.

645, boul. Samson, Sainte-Dorothée Laval, tél.: 689-1516

Ouvert tous les jours de 10h à 17h sauf le jeudi jusqu'à 21h et le vendredi jusqu'à 18h

Pour votre hypothèque, si vous ne pouvez passer à la banque, la Banque Royale passera chez vous!



À la Banque Royale, nous savons que certaines personnes ont des disponibilités limitées. C'est pourquoi nous offrons un service exclusif de consultation hypothécaire à domicile. Que ce soit pour une nouvelle hypothèque ou un transfert, un de nos conseillers en prêts hypothécaires se rendra chez vous ou à votre bureau sur demande. Et ce, à l'heure et au jour qui vous conviennent. Et parce que nous connaissons bien le monde des hypothèques, nous savons qu'il est important d'obtenir une approbation rapidement. À la Banque Royale, nous vous donnerons de nos nouvelles en moins de 24 heures. Que vous vous rendiez à la Banque Royale, ou que la Banque Royale se rende chez vous, vous pourrez toujours compter sur les conseils précieux et rapides de nos conseillers en prêts hypothécaires.

OFFRE SPÉCIALE: jusqu'au 1^{er} octobre 1990, vous pouvez transférer votre hypothèque *sans frais* de la part de la Banque Royale. Et pour une nouvelle hypothèque, les frais habituels de \$85 pour une évaluation ne vous seront pas chargés. Appelez-nous en composant, sans frais: région de Montréal 987-8000; extérieur de Montréal 1-800-363-3967.



BANQUE ROYALE

Les prêts hypothécaires les mieux pensés au pays!

À NE PAS MANQUER DEMAIN

THÉÂTRE à l'affiche

La Presse L'HORAIRE COMPLET DU THÉÂTRE À MONTRÉAL CQT Le Conseil québécois du théâtre

PREMIÈRE PARTIE L'AUTOMNE 1990

**Kundera,
Riopelle,
Tournier,
Tremblay,
Dostoïevski,
Mailer, Brandl,
Faulkner,
LeMoyne,
Duras,
Gauvreau,
Miron, Eco,
Jasmin,
Pissaro,
Ducharme,
Goya, F'Murr,
Bretecher et
compagnie...
ont tous
décidé de
remettre ça
à dimanche.**

En effet! Maintenant, c'est dans l'édition du dimanche que vous pourrez retrouver tous les grands noms de la littérature et des arts. Une douzaine de chroniqueurs hautement lettrés feront un grand tour de la littérature québécoise, étrangère, de jeunesse, de la bande dessinée et des revues... sans oublier de nombreuses entrevues. Pour tout savoir sur la vie littéraire et artistique, c'est le cahier Livres et Galeries qu'il faut maintenant lire, tous les dimanches, dans *La Presse*

Je pense donc je lis
La Presse

Savoie minimise la portée du dévoilement de son rapport sur la situation à Oka

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ La situation à Oka était déjà fort inquiétante à l'été 1989 mais le gouvernement du Québec avait dès lors posé de nombreux gestes pour normaliser la situation, avant même que n'éclate la crise actuelle, a soutenu, hier, M. Raymond Savoie, ministre des Mines.

Responsable jusqu'en octobre 1989 des Affaires autochtones dans le cabinet Bourassa, un poste occupé depuis par M. John Ciaccia, M. Savoie avait déjà en juillet 1989 attaché le grelot aux problèmes potentiels à Oka.

Obtenue par Radio-Canada cette évaluation apparaît désormais d'une troublante clairvoyance. M. Savoie prédisait «une augmentation des tensions si aucune solution n'était apportée au problème de fond», notamment l'agrandissement du club de golf déjà «au coeur de la crise».

«Ce que j'ai fait, c'est une photo de la situation à l'été 1989. Il y a eu des suivis après, il y a eu des

gestes de posés. Ce n'est pas tombé dans le vide, le dossier a été repris après l'élection (de septembre 1989)», a expliqué hier M. Savoie.

Des liens plus étroits avaient été établis avec les représentants de la MRC et ceux de la communauté autochtone, a-t-il soutenu, rappelant toutefois que depuis un an, les Mohawks d'Oka avaient changé à de nombreuses reprises de porte-parole.

À l'été 1989, dans son mémoire, M. Savoie pointait déjà du doigt «la force croissante de la Société des guerriers, pouvoir parallèle au conseil de bande, la vente illicite de cigarettes, le projet de casino et la présence massive d'armes à feu».

Bien que le rapport fasse état d'armes, Québec n'a jamais connu l'importance de l'arsenal amassé sur la réserve. «Nous savions qu'il y avait des armes, mais jamais des mitrailleuses AK-47 ou Uzzi», a-t-il souligné.

La SQ
L'envoi de contingents de policiers était l'une des solutions pos-

sibles, mais M. Savoie ne la préconisait pas. «Il apparaît que cette solution ne pourrait qu'entraîner une escalade des tensions et même être jugée comme provocatrice», affirmait-il.

Mais lors de l'intervention policière du 11 juillet — où un agent est décédé — la situation était totalement différente, d'expliquer M. Savoie hier. «En juillet la SQ a agi avec un mandat des tribunaux, en vertu de la loi», a-t-il rappelé.

M. Savoie n'avait que des bons mots hier à l'endroit de l'attitude générale de la Sûreté du Québec à l'endroit des autochtones. «La SQ a des tâches très difficiles à faire et dans la plupart des communautés elle réussit très bien, avec les Inuits, avec les autochtones de la Côte nord». En raison d'affrontements récents — à la fin des années 1970 — les relations sont toutefois plus tendues

entre la SQ et le peuple Mohawks, a-t-il expliqué.

«La Sûreté du Québec sort de là (de l'affrontement d'Oka) avec une mauvaise image, mais ce n'est pas mérité», a-t-il soutenu, à l'issue d'une réunion du comité ministériel sur le développement régional.

Déjà à l'étape de la rédaction de ce mémoire au cabinet, à l'été 1989, M. Savoie était inquiet «de ne pas être en mesure d'en arriver à une solution négociée dans ce dossier».

Mais ce serait faire fausse route que de tenter de trouver un «coupable» — le gouvernement, un ministre ou la SQ — dans la crise de cette année, a-t-il insisté.

Au cabinet de l'actuel ministre des Affaires autochtones, M. John Ciaccia, on s'est refusé à tout commentaires sur les recommandations faites par M. Raymond Savoie l'an dernier.

Cadieux affirme que la crise d'Oka ne se terminera que par l'arrestation des Warriors

Presse Canadienne
HALIFAX

■ La crise à Oka ne peut se terminer que par l'arrestation des Warriors qui y sont encore retranchés, a affirmé hier le solliciteur général du Canada, Pierre Cadieux.

«Si certaines personnes doivent être citées devant la justice pour des actes qu'elles pourraient avoir commis, je crois qu'elles doivent être appréhendées et mises en accusation en respectant le système juridique existant», a-t-il dit.

L'armée a déjà offert aux quelque 20 Warriors retranchés à Oka de déposer les armes et de les mettre elle-même en état d'arrestation, mais la proposition a été rejetée par les autochtones.

M. Cadieux répondait ainsi à la suggestion du leader libéral Jean Chrétien de laisser fuir les Warriors désarmés, sans les appréhender. M. Chrétien, qui était de passage à Ottawa plus tôt cette se-

maine, avait ajouté que les Warriors pourraient être arrêtés plus tard et mis en accusation.

M. Cadieux croit que cette proposition n'est pas réaliste.

«Ce n'est pas ainsi que notre système fonctionne», a-t-il expliqué. «M. Chrétien devrait le savoir, surtout qu'il a déjà été ministre de la Justice. Sa suggestion est totalement inacceptable et ce n'est certes pas la façon dont les Canadiens font les choses.»

Les propos M. Cadieux furent chaleureusement accueillis, hier, par ses auditeurs. Il s'adressait en effet aux délégués à la réunion annuelle de l'Association policière du Canada qui l'ont longuement acclamé.

Le solliciteur général a dit croire que les Warriors «ne représentent personne et utilisent l'intimidation et la violence pour faire taire l'autorité légitime au sein de leur peuple. L'objectif des Warriors est simple. Ils règnent par la menace et l'intimidation et leur violence est toujours omniprésente.»

Chrétien gaffe de nouveau en parlant de son scalp

Presse Canadienne
WINNIPEG

■ Le leader libéral fédéral Jean Chrétien a irrité les chefs autochtones du Manitoba jeudi pour avoir dit, en plaisantant, qu'il n'avait pas été scalpé quand il était ministre des Affaires indiennes. Il a aussi eu droit aux réprimandes de M. Phil Fontaine, le dirigeant de l'Assemblée des chefs du Manitoba, qui lui a reproché d'être resté invisible la plus grande partie de l'été et de n'être pas intervenu dans la crise autochtone au Québec.

M. Chrétien a fait sa plaisanterie controversée au cours d'une rencontre avec les leaders autochtones et les caucuses libéraux de l'ouest à Winnipeg, où il était venu prêter

main forte à la campagne électorale de la leader libérale manitobaine Sharon Carstairs. «J'ai été le seul ministre des Affaires indiennes à survivre six ans au poste et à avoir conservé son scalp», a-t-il dit.

«Il aurait avantage à trouver un autre rédacteur pour ses discours», a commenté M. Fontaine, en colère.

Plus tard, M. Chrétien a soutenu qu'il n'avait pas voulu mal faire, ajoutant qu'il avait utilisé cette même plaisanterie «des centaines de fois» avec des autochtones. «S'ils ont été offensés, je suis désolé», a-t-il déclaré.

Il a aussi défendu la position libérale sur la crise d'Oka. Mais M. Fontaine, insatisfait, lui a fait savoir qu'il se serait attendu à davantage de leadership de sa part.

EN BREF

BOURASSA ATTRISTÉ PAR LA DÉFAITE DE PETERSON

■ «La défaite de David Peterson aux élections ontariennes m'attriste sur le plan personnel. Mais je ne crois nullement que le nouveau premier ministre Bob Rae soit un ennemi du Québec. Au contraire. Tout ce que je souhaite, c'est que les relations historiques entre le Québec et l'Ontario se poursuivent...» Alors qu'on continuait à le bombarder de questions sur la crise autochtone, le premier ministre Robert Bourassa s'est offert un petit répit au beau milieu d'une conférence de presse qu'il avait lui-même convoquée en suggérant de commenter les élections ontariennes de jeudi dernier. «Après l'élection, j'ai téléphoné à M. Peterson pour lui exprimer ma solidarité. J'ai connu une situation équivalente il y a une quinzaine d'années.» Quand on lui demande les raisons qui ont pu conduire à la déroute de M. Peterson, le premier ministre québécois se fait évasif: «Il y a actuellement une telle volatilité au niveau de l'électorat. En août, M. Peterson était appuyé par 50 p.c. de la population le mois dernier. On ne peut donc lier sa défaite uniquement au Lac Meech. C'est très difficile à analyser.»

NOMINATION CONTESTÉE À QUÉBEC

■ L'opposition péquiste s'est indignée hier de la nomination de la femme d'un député libéral au poste de vice-présidente de la Régie des télécommunications. Mme Line Rochon, épouse de Jean-Guy Lemieux, député de Vanier, avocate à la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), a en effet été nommée par le premier ministre Robert Bourassa à cette fonction à la Régie. Mme Rochon entrera en poste le 24 septembre et son mandat est de cinq ans à un salaire annuel de quelque 85 000 \$. Au bureau du chef de l'Opposition Jacques Parizeau, un porte-parole a demandé quelle compétence possède Mme Rochon pour remplir un travail aussi important. Par ailleurs, M. Jean Des Trois Maisons, a été nommé sous-ministre par interim au ministère du Travail, a annoncé hier le bureau du premier ministre Bourassa. M. Des Trois Maisons était sous-ministre adjoint depuis juillet 1990. Auparavant, entre 1976 et 1986, il s'était spécialisé dans la conciliation au ministère du Travail.

À partir de **47⁵⁰** \$
PAR PERSONNE
PAR NUIT
OCC. DOUBLE

Par quelle magie, le village de Saint-Sauveur rassemble-il cette sorte de gens qui, par nature, donnent le BEAT partout où ils mettent les pieds? On s'y rencontre au luxueux Manoir Saint-Sauveur à deux pas du vieux village et à trois enjambées de tout ce que les Laurentides peuvent offrir de mieux: VIGNES NOCTURNES, GLISSADES D'EAU, GOLF, THÉÂTRE, RANDONNÉES... et quel encore.

Venez vous aussi au Manoir Saint-Sauveur. Tout est là: PISCINES, TENNIS, SQUASH, SAUNA, BAINS TOURBILLONS, MASSAGES, CONDITIONNEMENT PHYSIQUE, SALLE DE JEU, PIANO-BAR ET LE RESTAURANT -L'AMBIANCE-.

Les prix du Manoir sont très abordables et les forfaits encore plus intéressants: FORAITS GOLF, GLISSADES D'EAU, SANTÉ, THÉÂTRE, WEEK-END ET SEMAINE.

Aussi, pour vos réunions d'affaires et vos congrès, venez vivre le St-Sauveur BEAT!

Réservez maintenant en téléphonant au: **1-800-361-0505**

Manoir Saint-Sauveur
Réseau Hôtelier Universel

Bureau de Montréal 227-1811
Bureau commercial de Montréal 253-5100

LE JOURNAL DE
LA VALLEE
(LE SUPER RÉGIONAL DES LAURENTIDES)

publiera
une édition spéciale
qui sera insérée
dans le journal

La Presse

le jeudi 13 septembre

Cette édition spéciale sera insérée dans *La Presse* pour les villes et régions suivantes:
Montréal, Laval, St-Jérôme, St-Sauveur, Ste-Agathe, L'Annonciation, St-Donat, Joliette, Berthier, Trois-Rivières
Ainsi que dans toutes les villes et régions environnantes

Le St-Sauveur BEAT

Fourrures Galliano

IL FAUT TROUVER MILLE LAURENTIDES

Celle qui représentera la région au concours Miss Canada
Participez ou venez voir les plus belles filles des Laurentides

Tous les samedis: 14 heures
Informations: 433-0682/432-8000

Manoir Saint-Sauveur
Réseau Hôtelier Universel

246, Chemin du lac Millette, Saint-Sauveur-des-Monts (Québec) J0R 1R3 1-800-361-0505

Lise Bacon critique la hausse de 10 p. cent du prix de l'essence annoncée par les pétrolières

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne
QUÉBEC

■ Pendant que les pétrolières s'approprient à imposer aux consommateurs du Québec et des Maritimes une augmentation de plus de 10 pour cent du prix de l'essence, la ministre québécoise de l'Énergie et des Ressources, Lise Bacon, a mis en doute leur bonne foi.

L'argument utilisé par la ministre est le même qui est constamment cité depuis que l'industrie pétrolière a déréglé la hausse des prix du pétrole raffiné au rythme de l'augmentation du pétrole brut sur le marché international.

Mme Bacon a expliqué qu'en 1989, le moment où le pétrole brut est acheté et celui où il est transformé, il s'écoule un délai d'environ soixante jours. «Ainsi, a-t-elle affirmé dans un communiqué émis hier, les prix de l'essence en août et septembre devraient normalement refléter les prix du brut en mai et juin 1990», alors que le baril de brut se vendait autour de 18 \$ comparativement à 26 ou 27 \$ au cours des derniers jours.

Jeudi, les grandes pétrolières ont annoncé une augmentation de deux cents, faisant passer le prix d'une litre d'essence de 61,7 à 63,7 cents et elles prévoient une hausse du prix graduelle allant jusqu'à 68 cents le litre à très court terme.

«Si la hausse annoncée par certaines pétrolières se concrétisait, a précisé Mme Bacon, cela signifierait que ces compagnies souhaitent faire payer à un prix plus cher un pétrole acheté en mai et en juin alors que les prix internationaux étaient à leur plus bas depuis le début de l'année 1990.»

L'analyste du Bureau d'inspection et d'information du prix de l'essence (BIPE), Jean-Noël Vallières, a expliqué qu'au mois de mai, le prix du brut avait atteint un sommet de 25,16 \$ (15,8 cents le litre) alors que le pétrole qui apparaît sur le marché en septembre a été acheté au prix de 18,60 \$ le baril (11,7 cents le litre), et il ne voit pas pourquoi les pétrolières annoncent une augmentation des prix à la pompe dans ce contexte.

Dans l'industrie, cependant, le son de cloche est différent. Chez Esso, le porte-parole Gilles Morel a expliqué que la crise dans le Golfe persique était une des raisons qui justifient l'augmentation du litre d'essence pour les consommateurs, mais qu'elle n'était pas la seule.

M. Morel a mentionné la situation économique, la récession, les taux d'intérêt et l'augmentation des frais d'exploitation pour justifier la récente augmentation de 2,0 cents le litre.

Si dans l'Est du pays — le Québec et les Maritimes — les consommateurs doivent payer plus cher, c'est parce que ces régions sont plus dépendantes des marchés d'importation.

Chez Petro-Canada, le porte-parole Claude Plourde, a tenu le même langage, en prenant la peine de souligner que l'argument voulant que le pétrole brut acheté aujourd'hui ne sera pas raffiné et mis sur le marché avant

60 jours tenait de moins en moins puisqu'il faut maintenant parler d'un délai d'une quarantaine de jours.

Au BIPE, qui n'a aucun moyen de mettre l'industrie pétrolière au pas et de l'empêcher de faire payer prématurément aux consommateurs des augmentations de prix du litre d'essence, M. Vallières a indiqué que la ministre, Mme Bacon, écrira aux dirigeants des pétrolières si celles-ci continuent de faire grimper les prix.

«Selon la loi, a indiqué M. Vallières, la ministre pourrait intervenir et fixer les prix. Mais ce n'est pas dans ce cas-là une situation facile à gérer sans compter les effets secondaires importants.»

En fixant les prix, le Québec inciterait l'industrie pétrolière non réglementée et qui fonctionne selon les lois du marché à créer une rareté sur le territoire québécois en réduisant les approvisionnements. «Une intervention du gouvernement serait plus facile, a indiqué M. Vallières, si le Québec était auto-suffisant en produits pétroliers.»

Mme Bacon a cependant pris la peine de préciser qu'elle concevait qu'une augmentation du brut se traduise éventuellement dans les prix de l'essence à la pompe. «Je m'interroge, a-t-elle cependant ajouté, sur le comportement de certaines pétrolières lorsqu'une baisse du brut survient.»

Selon le ministère québécois de l'Énergie et des ressources, la baisse du prix du brut observée de mars à juin n'a pas profité aux consommateurs. On estime à plus de quatre cents le litre la diminution dont auraient dû profiter les consommateurs québécois «si on compare l'évolution des prix à la pompe à celle du pétrole brut».

Le timbre passe à 40¢ et à ...43¢

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Les Postes canadiennes ont annoncé qu'il en coûtera 40 cents, à compter du 1er janvier prochain, pour mettre une lettre à la poste, soit une hausse d'un cent ou de 2,6 pour cent.

Le tarif pour l'envoi d'une lettre aux États-Unis augmentera également d'un cent, soit 2,2 pour cent, à 46 cents, tandis que le tarif international passera à 80 cents, soit une hausse de deux cents.

Un porte-parole des Postes, Doug Long, a par ailleurs reconnu qu'avec la TPS qui entrera aussi en vigueur le 1er janvier, un timbre de 40 cents coûtera en vérité 43 cents au consommateur.

Les Franco-Albertains veulent créer cinq conseils scolaires

Presse Canadienne
EDMONTON

■ Désireux d'assurer une éducation en langue française à leurs enfants, les Franco-Albertains souhaitent créer sept conseils scolaires régionaux d'ici la prochaine année scolaire.

La présidente de l'Association canadienne-française de l'Alberta, Mme France Levasseur-Ouimet, a déclaré que les francophones aimeraient que ces conseils soient en place en septembre 1991. Mais la province n'est pas pressée d'adopter la législation requise, et le ministre de l'Éducation Jim Dinning ne veut rien promettre.

Une étude menée pour le compte des principales associations francophones de la provin-

ce conclut que des conseils scolaires régionaux sont le meilleur moyen d'assurer l'éducation en français en Alberta. Ce rapport, dévoilé jeudi, a été rédigé par MM. Phil Lamoureux et Denis Tardif, conseillers pédagogiques, à la suite d'entrevues avec environ 400 Franco-Albertains, de novembre 89 à juin 90.

La publication du rapport fait suite au jugement rendu un peu plus tôt cette année par la Cour suprême, qui reconnaissait aux Franco-Albertains le droit au contrôle de leurs propres écoles.

Selon le conseiller Denis Tardif, la décision de la Cour suprême signifie que quel que soit leur nombre, les parents francophones doivent jouir d'un certain contrôle sur l'éducation de leurs enfants.

Nos Soirées au théâtre à 99\$ vous offrent 3 pièces et 6 nuits à l'hôtel.



Puis le rideau tombe!



Réservez votre place pour nos Soirées au théâtre à Londres, et passez jusqu'à 3 soirées au théâtre, 6 nuits à l'hôtel, comprenant le petit déjeuner continental et la navette entre l'aéroport Heathrow et le centre de Londres.

Tout ça à partir de 99\$.

Offre valable jusqu'au 30 mars 1991. Pour plus de renseignements, communiquez avec votre agent de voyages ou British Airways au (514) 287-9133, ou rendez-vous à notre billetterie, 1021, boul. de Maisonneuve Ouest, Montréal.

* Prix par personne, en occupation double • Le choix des pièces de théâtre est sujet à changements sans préavis selon les disponibilités • Certaines restrictions peuvent s'appliquer • Offre valable uniquement avec British Airways • Cette offre est soumise à l'approbation du gouvernement

BRITISH AIRWAYS

Partout, la préférence de tous

FABRICVILLE

VENTE FOLLE 2 JOURS

PATRONS VOGUE ET BUTTERICK

ACHETEZ-EN 1 OBTENEZ-EN 1 GRATUIT!

(sur présentation ou application de la Carte D'Or) Limite: 2 GRATUITS

LUNDI 10 sept. 90 MARDI 11 sept. 90 SEULEMENT!!!

NOS NOUVEAUTÉS DE MODE AUTOMNALE

20% DE RABAIS

NOTRE SÉLECTION COMPLÈTE DE TISSUS DE BASE

- Doublures
- Entoilages
- Cuirette

*** ET PLUS ENCORE**

20% DE RABAIS

NOS LAINES ET SOIES 100% PURE

25% DE RABAIS SUR LE PRIX RÉG.

2 JOURS SEULEMENT!

115 cm IMPRIMÉS DE POLYESTER

"Crêpe-de-chine, failles, jacquards, tafetas, palaces... des imprimés en profusion.

Rég. 9,98/m à 14,98/m

500 m

2 JOURS SEULEMENT!

1 000 MÈTRES en liquidation!!!

2 jours seulement... nous avons besoin d'espace pour notre nouvelle collection. Une chance unique de coudre à prix d'aubaines

50% DE RABAIS

2 JOURS SEULEMENT

115 cm POPELINE ASSORTIE

"Achat spécial"

Rég. 4,79/m

MAINTENANT 239 m

ÉPAULETTES

1/3 DE RABAIS sur le prix rég.

Articles pour couture ass. 2/\$1.00

Boucles pour ceinture ass. 4/\$1.00

Bretelles Néon \$5.99 chaque

Aiguilles Schmetz 25% DE RABAIS sur le prix rég.

150 cm TOILE LOURDE «TAURUS»

Rég. 7,98/m

399

2 JOURS SEULEMENT!

NOTRE ENTIÈRE SÉLECTION DE TISSUS A DRAPERIE

50% DE RABAIS

FABRICVILLE

LE PLUS GRAND DISTRIBUTEUR DE TISSUS ET TENTURES AU CANADA

120 MAGASINS À TRAVERS LE CANADA

MEILLEURE QUALITÉ — MEILLEURS PRIX

- RUE SHEPPARD 750, St. Hubert, Montréal, Québec H1L 1A5 354 0050
- 75, D'ARLÈRE, 304, Ste-Genevieve Ouest, Montréal, Québec H3B 1A1 866-1891
- ARBENTIER, 1340, boul. LaSalle, St-Laurent, Québec H4R 1J8 334 0910
- SUMERLE, 6444, avenue Somerset N.D.G., Québec H4V 1S4 483 2685
- DOLLARD DES CHÂTEAUX, 2050, St-Régis, Dolard des Châteaux, Québec H3B 1R6 737 4755
- RUE REALMONT, 1178, rue Beaudry, Montréal, Québec H3P 3E0 365 8045
- LAVAL, 1650, Dolard, LaSalle, Québec H3N 1T2 365 8045
- LA SALLE, 602, boul. Taschereau, Grand-Park, Québec J4V 2H8 672 8884
- CHARLEVOIX, 125, 302, Labrecq, Châteauguay, LaSalle H7S 2E5 388 1091
- RUE LAPOSTOLLE, 1950, boul. de la Concorde, Boucherville, Québec J4G 4P5 663 1881
- LA PRÉFÈRE, 2, 4540, boul. de la Concorde, St-Léonard, Québec 329 2238

LA CRISE AMÉRINDIENNE

Les Mohawks intentent une poursuite contre le Canada et l'armée

■ Les Mohawks de Kahnawake ont intenté une poursuite hier en Cour fédérale contre le Canada et ses forces armées.

Le Conseil mohawk de Kahnawake, qui dit agir au nom de la communauté toute entière, déclare que le recours du Québec à une intervention de l'armée est non-constitutionnelle.

illégal et injustifié.

On requiert de plus qu'une injonction interlocutoire soit émise, ordonnant aux troupes de se retirer de Kahnawake. Les avocats qui ont présenté cette poursuite au nom des Mohawks sont: O'Reilly Mainville; Manning & Simone ainsi que Kingsmill Ross McBride.

Mad Jap, le pacifiste: nous avons déjà gagné

JACK BRANSWELL
de la Presse Canadienne
OKA

■ Il se fait appeler Mad Jap mais joue le rôle de pacificateur. Ce Warrior mohawk de 53 ans est l'ainé des derniers irréductibles encerclés par l'armée et les barbelés, à Oka.

La télévision l'a plusieurs fois montré alors qu'il vocifère en direction de Warriors nerveux étendus dans leurs tranchées, leur criant qu'ils ne doivent pas se laisser « provoquer » par les soldats et les incitant à ne « pas tirer le premier coup de feu ».

Depuis le 1er septembre, alors que l'armée les a encerclés, Mad Jap a plusieurs fois fait battre en retraite des Warriors enragés qui tentaient en vain de faire perdre leur sang-froid aux soldats.

Mad Jap refuse d'utiliser son nom véritable. Les forces policières l'ont toutefois identifié comme étant Robert Skidders, un Mohawk américain de la réserve d'Akwesasne.

De son rôle de pacificateur, Mad Jap dit: « Il est nécessaire, en cette période de tension, d'avoir quelqu'un pour calmer les personnes nerveuses.

Pas de coup

« Je ne donnerai de coup à quiconque, qu'il soit de ma race ou d'une autre », a-t-il dit lors d'une récente interview.

Mad Jap connaît bien les barrières. Ce printemps, il a contribué à en ériger plusieurs à Akwesasne, réserve s'étendant sur la frontière du Québec, de l'Ontario et de l'État de New York, lors

d'une lutte de factions entre les tenants et les opposants aux casinos, différend qui s'est soldé par deux morts.

Ce Mohawk est presque toujours vêtu de noir. Les cheveux taillés en brosse et les yeux brun foncé, il a le front profondément plissé et est souvent secoué d'un rire rauque qui trahit les gros fumeurs.

Il donne parfois des détails sur son passé mais, à l'instar de la majorité des Warriors, il refuse de s'étendre sur sa vie privée. Il ne veut même pas expliquer l'origine de son surnom, sinon de dire qu'on le lui a accolé sur les barricades d'Akwesasne.

Mad Jap a déjà appartenu au Conseil mohawk d'Akwesasne, le seul organisme administratif de la réserve reconnu par le gouvernement fédéral. « J'ai appartenu à cette espèce de dépotoir », reconnaît-il en crachant ses mots.

Mad Jap affirme qu'il ne s'est pas engagé dans la bataille d'Oka pour mousser ses intérêts dans les casinos et la contrebande, comme certains l'ont laissé entendre. « Je suis pour la souveraineté de mon peuple », soutient-il.

Quelles seraient, selon lui, les conséquences d'un assaut de l'armée sur le dernier refuge des Warriors à Oka?

« S'ils donnaient l'assaut, ils pourraient nous éliminer en deux secondes, et nous le savons », reconnaît-il.

Il estime toutefois qu'un tel geste provoquerait un soulèvement de tous les autochtones du pays.

« Si nous tombons, nous n'aurons pas perdu. Nous avons déjà gagné. »

L'armée ne connaissait pas le but et la destination des vols à Kahnawake

Elle admet avoir observé 15 atterrissages et décollages le 28 août

BERNARD CHAPDELAIN

■ L'armée canadienne a officiellement déclaré hier soir qu'elle ne connaissait pas le but ni la destination des avions observés le 28 août dernier au-dessus de la réserve de Kahnawake.

« Avec le fait que cela était débattu à l'Assemblée nationale, a expliqué le capitaine Donald Roy, on sentait le besoin de faire une déclaration ».

« Le but et la destination de ces vols demeurent inconnus », lit-on dans le communiqué laconique émis vers 18 h par le bureau d'information des Forces canadiennes à Saint-Hubert. « Il est impossible de déterminer le nombre de passagers et la quantité de matériel que les avions transportaient. »

Une source haut placée au sein du gouvernement québécois révélait à La Presse, samedi dernier, que de nombreux Warriors avaient bénéficié de « sauf-conduits déguisés » pour fuir la région assiégée de Kahnawake, emmenant sans doute armes et munitions en toute sécurité.

L'armée reconnaît que 15 atterrissages et décollages d'avions légers ont été observés entre 20 h 15 et 21 h 35 le 28 août der-

nier. Des agents de la Sûreté du Québec avaient pour leur part compté 14 atterrissages et décollages.

Un reportage télédiffusé par le réseau TVA mercredi soir montre clairement une piste d'atterrissage sur la route menant de Châteauguay au pont Mercier. Quant à la lumière que l'on voit et qui a été filmée par un caméraman à bord d'un hélicoptère militaire, elle représente un avion au-dessus du fleuve selon un officier de l'armée qui a visionné le reportage.

« Les présumés avions », ajoute le communiqué, n'utilisaient pas les instruments qui auraient permis aux aéroports de Dorval ou de Saint-Hubert d'enregistrer la trajectoire de vol d'un avion se déplaçant à si basse altitude. »

Les Mohawks de Kahnawake ne sont propriétaires d'aucun avion privé, selon Transports Canada. A Châteauguay, le ministère compte neuf propriétaires d'avions privés. Les trois contacts par La Presse depuis deux jours ont dit qu'il était facile pour un bon pilote d'atterrir sur une route qui traverse la réserve. si elle est éclairée la nuit.

« Un bon pilote peut facilement atterrir sur la route », a dit Roland Weiskopf, hier soir, lui-même mécanicien à l'aéroport de

Dorval. « Pour échapper au radar de Dorval, il doit cependant voler en bas de 200 pieds, ce qui est assez risqué la nuit. Moi-même je ne le ferais pas. »

M. Weiskopf affirme qu'il a déjà été capté par le radar de Dorval alors qu'il volait à environ 200 pieds du sol au-dessus de la rivière Châteauguay.

« Je crois que les marques que l'on voit sur la route, ajoute-t-il, sont une signalisation américaine. Il y a un symbole qui ressemble à celui de la compagnie Chevron Oil. »

Marc Sauvé, un garagiste de Châteauguay qui possède deux petits appareils Cessna, a dit qu'à son avis la surveillance était très étroite lorsque des avions franchissaient la zone aérienne interdite depuis le début de la crise au-dessus de Kahnawake.

« La Sûreté du Québec est venue voir tout de suite après que je sois passé non loin de là récemment, a-t-il raconté. Je suis sûr qu'ils auraient pu arrêter les Mohawks s'ils avaient voulu. »

Richard Laporte, le directeur général de l'école de pilotage Aéro-taxi de Saint-Hubert, a aussi raconté que la Sûreté du Québec s'était rendue à l'école dans les minutes qui ont suivi le passage de deux de ses étudiants dans la

zone aérienne interdite à la circulation, le 28 juillet dernier.

Les contrôleurs aériens de Dorval n'ont rien remarqué de spécial sur leur écran radar le soir du 28 août, a dit hier le chef des relations avec les médias pour Transports Canada, René Mercier. Selon lui, tout avion volant en-dessous de 400 mètres au-dessus de Kahnawake n'est pas capté par le radar.

Le plafond minimum fixé initialement à 2000 pieds par Transports Canada au-dessus de Kahnawake a été augmenté à 18000 pieds le 29 août, au lendemain de l'observation des 14 ou 15 atterrissages et décollages sur la réserve. M. Mercier a écarté tout lien entre les deux événements.

« C'était par mesure de sécurité », a-t-il expliqué. « Rappelez-vous: c'était le jour où l'on s'attendait à des évacuations. On n'aurait pas voulu qu'une balle perdue monte à 4000 pieds et heurte un avion. »

M. Mercier a rappelé que le mandat des contrôleurs aériens n'était pas tant de surveiller les allées et venues au-dessus de Kahnawake que le trafic aérien des gros porteurs devant atterrir ou décoller de Dorval. Il a dit aussi qu'à sa connaissance aucun militaire n'est allé enquêter sur les enregistrements radar à Dorval.

Konrad Sioui à l'impression de crier dans le désert

L'URTIER CLOUTIER

■ Le drame d'Oka résulte en quelque sorte d'une volonté désespérée des communautés autochtones de sortir du « tiers monde » économique, et parfois politique, dans le voisinage de pays démocratiques et fortement industrialisés de l'Amérique du Nord.

C'est l'expression au Québec du conflit planétaire Nord-Sud, comme si le quartier pauvre d'à côté désespérait de s'affirmer, de s'arracher au marasme collectif, de prospérer selon ses propres aspirations.

Orateur distingué, le chef Konrad Sioui fait figure de premier ministre des peuples autochtones du Québec et du Labrador. Chef

politique et leader économique, il prône depuis longtemps le développement pacifique des affaires des réserves.

Prêcher dans le désert

Mais, lors d'une entrevue, il finissait par avouer que ces dernières années lui ont parfois donné l'impression de crier dans le désert.

« J'ai vécu durant la crise d'Oka des moments de découragement et de crainte que j'avais connus avant. »

Leader québécois et l'un des sept chefs de l'Assemblée des premières nations du Canada, ce Huron père de deux enfants a organisé en 1985 un colloque sur le développement économique des autochtones, une initiative sans précédent.

M. Sioui voulait stimuler l'esprit d'entreprise chez les siens, voir surgir des PME, des caisses populaires et des entreprises conjointes; inspirer le désir de formation et de technologie de pointe. Ainsi lutterait-on contre un chômage autochtone atteignant parfois 80 p. cent, la dilapidation du pouvoir d'achats des Indiens à l'extérieur des réserves, l'exode systématique des cerveaux et des emplois.

Aujourd'hui, toutefois, Konrad Sioui craint que les progrès aient été trop lents.

Il a quand même mis sur pied, comme prévu, le Comité régional de développement économique du Québec et du Labrador, trouvé du financement pour des projets économiques d'importance et établi des relations avec divers groupes. Il prévoit en outre la fondation des institutions financières régionales des Premières nations en 90, afin que les 125 000 Amérindiens, Inuit et Métis du Québec et du Labrador participent au développement économique.

Il faut également noter la naissance spontanée d'entreprises locales dans les réserves: « Mais il reste beaucoup à faire dans le tourisme, la gestion forestière et minière, et l'agriculture », ajoute l'entrepreneur Sioui, qui s'emploie avec des cousins dans l'immobilier et la fabrication de meubles.

Les autochtones détiennent quelque 25 compagnies de la taille d'Air Creebec, Air Roberval et Creebec Construction, ainsi qu'environ 125 petites entreprises fondées depuis cinq ans.

Le cancer d'Oka et les affaires

« Mes grandes priorités furent toujours le développement économique et la formation universitaire. Je bénis les Esprits que le cancer d'Oka n'ait pas encore provoqué de catastrophe plus grave pour la réputation des Indiens. »

Car les autochtones risquent gros à Oka: « Depuis 15 ans, ils se sont acquis au Québec une enviable respectabilité qu'ils s'exposent à perdre avec d'autres acquis à cause de quelques Warriors qui, avec l'inaction de gouvernements, ont provoqué la violence ». La méfiance s'installe déjà envers les gens d'affaires et les travailleurs autochtones.

Konrad Sioui proclame avoir « toujours dénoncé les Warriors et toute forme de violence depuis la première journée de la crise d'Oka. « Et je vous assure qu'à l'exception de Kanésatake et Kahnawake, le Québec ne compte pas d'autres foyers de violence dans les réserves. »

« On en a soupé de ça! Mais il faut s'attaquer à la racine du mal, éteindre le feu, mais aussi désamorcer la bombe. On n'atteindra jamais rien par la violence. »

Le chef Sioui ne croit pas que le terrorisme apparaisse dans les réserves comme une alternative au développement, mais il n'omet pas pour autant d'effarantes réalités dans 97 p. cent des réserves, dont le chômage chronique, le taux de suicide le plus élevé du monde et le sentiment d'abandon par les gouvernements.

« La plupart des autochtones veulent un développement économique stable, selon leurs valeurs, avec des co-entreprises. Ils défendent ces aspirations de toutes mes forces. Suite à l'entente de la Baie James, les Cris possèdent bien quelque 60 compagnies, mais ils sont les seuls. Ma plus grande crainte, c'est que le racisme d'Oka germe chez nos enfants. Déjà, on évoque la ségrégation d'école, l'apartheid. La réconciliation risque d'être très longue. »

La crise d'Oka remet en question des pans entiers de notre démocratie et même Sioui fait un aveu surprenant. « Les Warriors d'Oka ont provoqué une prise de conscience de la réalité indienne que je n'avais jamais suscitée par mon action dans le développement économique à cause de la bureaucratie gouvernementale monstrueuse et le manque de capital des Indiens. Après la violence à court terme, il faut inventer d'autres moyens à long terme pour développer les réserves. »

Et revenir au respect des institutions démocratiques! M. Sioui n'est pas encore revenu de la sai-

son d'armes à la Longhouse de Kahnawake, comme si l'on avait trouvé des armes sous l'autel de l'Oratoire St-Joseph ou sous le bureau du premier ministre Bourassa à l'Assemblée nationale!

« Cela démontre la désorganisation, la dissidence dans la société mohawk. Sinon la menace de guerre civile dans cette nation. Mais on est en train de revenir au consensus. Chaque Mohawk va devoir faire la paix. Qui aurait cru que Robert Bourassa et Jacques Parizeau se réconcilieraient? »

La violence nuit également aux compagnies indiennes, à leur co-entreprises avec des Blancs. « Les hommes politiques vont devoir mieux gérer les nids de violence. »

Les autochtones vont devoir par ailleurs encourager leurs propres compagnies. Ils restent ambivalents à cet égard, leur culture les orientant vers la protection des droits collectifs. Ils ont tendance à boudier les compagnies indiennes, à dénigrer les bénéfices de leurs propriétaires. Il faut encourager l'initiative individuelle, les coopératives plus en harmonie avec les valeurs indiennes.

Il conclut que « la guerre ne règle jamais rien, que la souveraineté totale n'existe plus et que même l'URSS et les USA démontrent que tous les pays de la terre sont interdépendants. L'espère que les Warriors ne nuiront pas trop au développement économique et pacifique des réserves. »

AVIS À LA POPULATION TOUCHÉE PAR LES ÉVÉNEMENTS À CHATEAUGUAY, KAHNAWAKE ET OKA-KANESATAKE

Programme d'aide financière — Période d'admissibilité reconnue par le Gouvernement du Québec

Depuis une semaine la sécurité des citoyens est assurée dans la majeure partie d'Oka, à Châteauguay et sur les territoires autochtones par la Sûreté du Québec et les Forces armées. En conséquence, le Ministère de la Sécurité publique du Québec informe les citoyens concernés qu'à compter du dimanche 9 septembre 1990, à 20 heures, le Gouvernement du Québec met fin à l'aide financière pour l'hébergement et la nourriture prévue par le décret 1103-90.

L'aide financière pour l'hébergement et la nourriture prend fin pour tous les citoyens de la Rive-Nord et de la Rive-Sud à l'exception des personnes suivantes:

- 1) Les résidents d'Oka (sans désignation) qui demeurent sur les rues Girouard et Saint-Édouard, sur la route 344 à partir du bas de la côte Saint-Michel face à la rue Saint-Édouard jusqu'à l'extrémité ouest de la municipalité Oka (sans désignation) ainsi que les résidents du développement domiciliaire les Jardins d'Oka.
- 2) Les résidents d'Oka (paroisse et sans désignation) dont la résidence a été saccagée et est présentement inhabitable.

La Sécurité civile du Québec avise les citoyens demeurant à l'extérieur des zones d'exception ci-haut mentionnées que s'ils choisissent de prolonger leur séjour hors de leur résidence principale, ils devront le faire à leurs frais, après 20 heures, le dimanche 9 septembre 1990.

Par ailleurs, pour les citoyens, évacués ou non, ayant subi des pertes de revenu, la période d'admissibilité reconnue par le Gouvernement du Québec a été fixée du 11 juillet au 15 septembre inclusivement.

Gouvernement
du Québec

Québec

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

D

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PROPOSITION

Dans l'affaire de la proposition de: LA CIE D'INGENIERIE BROCK LTEE, une corporation légalement constituée, ayant son siège social au 4305, rue Iberville, Montréal, Québec et sa principale place d'affaires au 4305-11, rue Hogan, Montréal.

AVIS est par les présentes donne que la compagnie-débiteur a déposé une proposition à ses créanciers le 29 août 1990 et que l'assemblée générale des créanciers sera tenue le 19 septembre 1990 à 10 h a.m., au Centre Sheraton, 1201 ouest, boul. René-Lévesque, Salon 4, 2e étage, Montréal, Québec.

Montréal, ce 6 septembre 1990.

MAX B. DRUKER, C.A.
Syndic

DRUKER & ASSOCIÉS INC.
SYNDIC DE PAILLITES
4330 O. STE-CATHERINE, SUITE 420
MONTRÉAL, QUÉBEC H3Z 1P9
TEL.: 935-8501

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

FAILLITE:
Équipements Le Forestier Inc.
1377, de l'Industrie
Lachenaie (Québec)
J6W 4K6

Assemblée:
17ième jour de septembre 1990 à 10h00 au 200, boul. René-Lévesque Ouest, Complexe Guy Favreau, Basilaire 00, Tour Ouest, Chambre 7, Salle 1 ou 2, Montréal (Québec).

DATE À MONTRÉAL ce 8ième jour de septembre 1990.

PEAT MARWICK THORNE INC.
Syndic
FRANÇOIS A. GOUIN, C.A.
Administrateur désigné

KPMG Peat Marwick Thorne

RECTIFICATIF

Dans notre cahier distribué le ou vers le samedi 8 septembre 1990, veuillez noter:

PAGE 2: Le coordonné molletonné petite taille diffère légèrement de l'illustration.

PAGE 5: Les hauts molletonnés d'hiver pour garçons, à 19,97\$, ne sont pas disponibles en raison de difficultés d'approvisionnement.

PAGE 9: Les espadrilles et chaussures pour enfants ne sont pas forcément disponibles dans tous les magasins.

PAGE 10: Le prix de vente de la cartouche Super Mario 3 Nintendo doit se lire 79,95\$ et non pas 84,95\$.

PAGE 11: Les produits de nettoyage Shout en recharge, gachette et bâton: des coupons seront remis dans les magasins où les quantités ne seront pas suffisantes.

Nous nous excusons auprès de notre clientèle pour ces inconvenients

Bonimart

Dans l'affaire de la faillite de:
Para Graphiques Ltée
3862, Côte-Vertu
Ville St-Laurent, Québec
H1R 1V4

AVIS AUX CRÉANCIERS D'UNE ASSEMBLÉE

AVIS est par la présente donné que la compagnie débiteur susdite a déposé une cession le 29 août 1990: que la première assemblée des créanciers sera tenue le 17 septembre 1990 à 10:30 heures au bureau du séquestre officiel, Complexe Guy Favreau, 200 ouest, boul. René-Lévesque, Basilaire 00, tour ouest, chambre 07, Montréal, Québec.

DATE DE MONTRÉAL, ce 31 août 1990

PFEIFFER & PFEIFFER INC.
syndic

ADRESSE:
1085, St-Alexandre, app. 400
Montréal, Québec
H2Z 1P4
TEL.: (514) 393-8122

Suite des Avis légaux, Appels d'offres, Soumissions et Encans en pages H 10, H 11 et G 9

Philippe Dion, 101 ans, toujours aussi passionné des fleurs

Presse Canadienne
SHERBROOKE

■ A 101 ans «et trois quarts», comme il tient à le préciser, Philippe Dion a vu fleurir bien des fleurs.

Depuis son premier géranium acheté en 1914 jusqu'aux rutilants dahlias qui ornent maintenant sa demeure de la rue Conseil à Sherbrooke, il dit avoir toujours cultivé le même amour pour ces plantes, ce qui lui a valu la semaine dernière le premier prix du quartier dans le cadre du con-

cours «Parterres fleuris» de Sherbrooke.

«N'allez pas croire, dit M. Dion, qu'il faut être doué pour réussir en horticulture. Mais faut aimer les fleurs! Si t'aimes pas ça, n'y touche pas!» prévient-il avec une vigueur qui ferait sursauter plus d'un jeune.

Sa passion pour les fleurs l'amène à plonger son interlocuteur dans des grands pans de l'histoire sherbrookoise. Comme à cette époque où le marché des Grandes-Fourches, jadis Lansdowne, commençait à vendre des pots de fleurs. «Au début, j'achetais mes fleurs au père d'André Caron, l'actuel responsable des serres municipales», raconte M. Dion, rappelant du même coup que l'histoire est une grande roue qui tourne.

Sans jeu de mots, l'horticulture est bien implantée parmi les membres de la famille Dion. Ses frères, qu'ils soient de Sherbrooke ou du Connecticut, possèdent tous leurs propres plates-bandes qu'ils cultivent soigneusement.

Si, depuis quelques années, Philippe Dion peut compter sur une précieuse collaboratrice pour entretenir son parterre, il n'en assume pas moins la supervision. Et pour peu que l'on porte atten-

tion, cela a certes contribué à embellir tout le secteur des rues Conseil et Kennedy sud.

Sans nourrir de rancunes, il raconte comment certains envieux s'y sont pris pour voler ou piller des ornements de son propre balcon, souvent à la faveur de la nuit.

«Une fois, j'ai été réveillé par des bruits étranges sur la galerie. En jetant un coup d'œil, j'ai constaté que les voleurs ne s'étaient même pas donné la peine de décrocher les paniers suspendus. Ils avaient arraché le fond pour partir avec les plantes...», raconte cet ancien gérant de la mercerie Fas-

hion Craft, angle King et Wellington.

S'il n'en tient qu'à lui, il sera à nouveau sur les rangs l'été prochain, lors du concours des parterres fleuris. «Et j'ai bien l'intention de gagner», dit-il, avec du feu dans les yeux.



Philippe Dion, 101 ans, montre fièrement la photo de sa résidence de la rue Conseil, à Sherbrooke. PHOTO PC

Un témoin dans l'affaire des frères Magharian refuse de se rendre en Suisse

Agence France-Presse
BELLINZONE, Suisse

■ Les avocats des deux frères Magharian, soupçonnés d'avoir blanchi deux milliards de dollars d'argent provenant du trafic de la drogue, ont demandé hier le transfert à Los Angeles de la Cour d'assise de Bellinzone pour entendre un témoin qui a refusé de se rendre en Suisse.

Les avocats ont demandé le transfert de la Cour à Los Angeles afin d'y entendre Me Minklin, ancien avocat du Turc Dikran Altun impliqué dans un transfert de fonds douteux entre des membres du cartel colombien de Medellín et les frères Jean et Barkev Magharian, courtiers à Zurich.

Un agent de la Drug Enforcement Administration (DEA), témoin au procès, a affirmé hier devant la Cour avoir été contacté par Me Minklin qui lui aurait révélé que des membres du cartel de Medellín avaient contacté les frères Magharian afin d'organiser un transfert direct de fonds provenant du trafic de drogue.

En novembre 1988, deux millions de dollars en petites coupures envoyés par Dikran Altun et destinés aux frères Magharian avaient été saisis à l'aéroport de Los Angeles par la police américaine. Les deux frères ont toujours nié avoir eu connaissance de la provenance illégale de l'argent.

Mardi, un autre agent de la Drug Enforcement Administra-

tion, ayant travaillé en Suisse sous un nom d'emprunt, avait déjà contredit les dénégations des deux frères en révélant que Barkev Magharian lui avait dit, au cours d'une entrevue, connaître la provenance illégale des fonds.

Le président de la Cour d'assises a renvoyé sa décision à lundi lorsque la Cour se sera retirée pour délibérer. Si le transfert de la Cour devait avoir lieu, le procès devrait durer au moins deux autres semaines.

ENFIN DE RETOUR LE VENDREDI 14 SEPTEMBRE

La Presse

des six-douze

**Des articles passionnants et toujours simples à comprendre!
Des chroniques captivantes sur la nature!
Le Club des jeunes journalistes!
Et des concours de toutes sortes!
À bientôt!**

Pour plus de renseignements:

communiquiez avec
Céline Landry
ou
Diane Saint-Germain
au
(514) 285-6960

La Presse on attend de vos nouvelles

ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTES
Vous pouvez abonner votre classe à *La Presse* du vendredi. Pour un minimum de dix exemplaires, *La Presse* vous est offerte à moitié prix. Vos exemplaires vous sont livrés tôt le vendredi matin. Il vous suffit de communiquer avec le service des Ventes au: **(514) 285-7296**

LE CONSEIL DE L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC LANCE UN APPEL PUBLIC DE CANDIDATURES

L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC est la plus haute distinction décernée au Québec. L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC est composé de personnes à qui le gouvernement a conféré le titre de Grand officier, d'Officier ou celui de Chevalier de l'Ordre.

Objectifs:
Témoigner de la fierté qu'inspirent au peuple du Québec les actions éminentes accomplies par ces personnes. Manifester du respect et de la fidélité à ceux et à celles qui ont marqué l'évolution du Québec ou qui ont permis son rayonnement dans l'un ou l'autre des secteurs de l'activité québécoise. Traduire les liens entre le passé et le présent du Québec.

Critères d'admissibilité:
Toute personne née ou résidant au Québec à l'exception des membres de l'Assemblée nationale. Les candidatures seront soumises au Conseil de l'Ordre chargé de faire ses recommandations au Premier ministre.

Mise en candidature:
Désirez-vous soumettre une candidature? Si oui, des formulaires d'inscription sont disponibles sur demande. Chaque candidature doit être parrainée par deux personnes et/ou une association et acheminée avant le 8 octobre 1990 avec la mention «candidature».

Madame Denise Grenier
Directrice de l'Ordre
SECRETARIAT
DE L'ORDRE NATIONAL
DU QUÉBEC
Ministère du Conseil exécutif
875 est, Grande-Allée
Édifice "H" - Bureau #2.404
Québec, QC G1R 4Y8
Tél.: (418) 643-8895

Québec ☞☞

JUSQU'À

30\$

NOS RÉPONDEURS SONT EN RÉDUCTION. EN SEPTEMBRE.

Passez vite à la Téléboutique Bell

Présentez ce coupon et profitez d'une réduction supplémentaire de **5\$** à l'achat de votre répondeur en promotion à la Téléboutique.
Offre valide jusqu'au 29 septembre 1990.

Bell
des gens de parole

ALPHABÉTISATION

AUJOURD'HUI 8 SEPTEMBRE, JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION.

NE MANQUEZ PAS LE DOSSIER SPÉCIAL PUBLIÉ À LA PAGE H 20

Les estrogènes administrés contre la ménopause ne font plus peur

JEANNE DESROCHERS

■ Quand une femme commence à ressentir des bouffées de chaleur — cela se passe habituellement entre 45 et 55 ans — elle peut avoir comme trois femmes sur quatre le réflexe de courir chez son médecin et de se faire prescrire les estrogènes que son système cesse de produire. Ou bien elle peut compter sur la nature et sur sa bonne santé pour venir à bout de ces ennuis, plutôt que de prendre des médicaments qui lui font craindre le cancer.

Cette crainte que l'hormone de remplacement puisse augmenter les risques de cancer chez la femme ménopausée serait si peu justifiée qu'on peut affirmer exactement le contraire, surtout depuis qu'on a diminué le dosage de l'estrogène et qu'on lui a jumelé, dix jours par mois, une dose minime de progestérone. L'hormonothérapie moderne protégerait la femme des principales maladies qui déciment la population vieillissante, non seulement le cancer mais aussi les maladies cardiaques. Ce sont les statistiques qui le disent.

À l'initiative de la compagnie pharmaceutique Ayerst, la Fédération des femmes médecins du Canada, qui regroupe quelque 6000 membres, a entrepris une tournée à travers le pays pour répandre la bonne nouvelle, pour faire connaître le résultat de plusieurs études qu'elles jugent sérieuses.

Le Dr Nacia Faure, endocrinologue à l'hôpital Saint-François d'Assise de Québec, livre le message avec un bel enthousiasme. Même si l'hormone n'est pas un panacée, même si on ne peut la recommander à toutes les ménopausées, chacune devrait en discuter avec son médecin, plutôt que se priver d'un soulagement à court terme doublé d'une protection à long terme.

Il ne faudrait pas pour tout ça négliger les autres moyens évidents de prévention, comme de renoncer à la cigarette, qui accélère la dégradation des estrogènes, et au café, qui nuit à l'absorption du calcium. Il faudrait s'assurer une vie agréable, du temps pour penser à soi, du temps pour faire de longues marches, puisque le meilleur exercice est encore de marcher une demi-heure tous les jours, ou du moins tous les deux jours.

Après tout, la femme qui commence sa ménopause à 50 ans peut espérer vivre encore 30 ans, souligne le Dr Faure.

Ce qui rend la vie difficile, c'est



Le Dr Nacia Faure, endocrinologue de Québec PHOTO P.H. TALBOT, La Presse

quand les bouffées de chaleur vous réveillent la nuit, que vous êtes privée de sommeil, qu'un rien vous irrite, qu'une certaine sécheresse vaginale vous détourne d'une vie sexuelle normale, que vous avez de la difficulté à retenir un écoulement d'urine. 15 p.cent des femmes passent à côté du phénomène. Pour les autres, les embêtements peuvent se transformer en bienfait, si l'hormonothérapie améliore la longévité, et aide à prévenir l'ostéoporose.

On ne le sait pas assez, chaque année 15 000 Canadiennes se fracturent une hanche. C'est sept ou huit fois plus que les hommes, et celles qui ont de 70 à 75 ans quand ça leur arrive risquent fort de trainer des complications, de ne plus jamais marcher normalement, d'être placées en institution, de mourir avant leur temps.

Les femmes médecins ont aussi un message pour les jeunes femmes: c'est à partir de l'enfance, jusqu'à 35 ans, qu'on bâtit à force de calcium (donc de produits laitiers) une masse osseuse résistante. Mais il n'est jamais trop tard:

dans les trois ans qui suivent l'arrêt des règles, la thérapie de remplacement de l'estrogène réussit à arrêter la perte osseuse, et diminue de moitié le risque de fracture.

Mais des risques, l'hormonothérapie n'en présente-t-elle pas aussi? Le Dr Faure explique que les hormones pourraient accélérer un cancer du sein non détecté. C'est pourquoi elle insiste pour que la thérapie ne commence pas avant qu'on ait fait une mammographie. Les nouveaux appareils, dit-elle, produisent une radiation minimum, qui serait plutôt bienfaisante que nuisible.

Est-ce que les hormones ne font pas engraisser? Autrefois peut-être, quand on expérimentait avec des hormones mâles. Aujourd'hui, il faudrait plutôt accuser le ralentissement des activités, et le métabolisme qui devient paresseux.

Les statistiques révèlent que les Québécoises sont plus faciles à convaincre des bienfaits de l'hormonothérapie, puisqu'elles sont deux fois plus nombreuses à y recourir que les autres Canadiennes (30 p.cent pour les premières, 15 p.cent pour les autres).

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES AU QUÉBEC

IL Y A 15 PARTIS POLITIQUES EN RÉGLE...

Le Directeur général des élections du Québec a pour fonction de veiller à l'application de la Loi électorale. Il fait connaître par la présente, la liste des partis politiques autorisés en date du 7 septembre 1990.

PARTI POLITIQUE	CHEF	REPRÉSENTANTE OU REPRÉSENTANT OFFICIEL
■ EQUALITY PARTY/ PARTI ÉGALITÉ	Robert M. Libman	Gerry Cooper
■ MOUVEMENT SOCIALISTE	Germain Gauvin	Christiane Sibillotte
■ NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC	Michel Parenteau	Richard Gintowt
■ PARTI 51	Serge Talon	Joseph Scalia
■ PARTI CITRON/ LEMON PARTY	Denis Patenaude	Chantal Loriston
■ PARTI COMMUNISTE DU QUÉBEC	Marianne Roy	Tufegdzc Goran
■ PARTI CRÉDIT SOCIAL UNI (QUÉBEC)/ UNITED SOCIAL CREDIT	Jean-Paul Poulin	Aline R. Poulin
■ PARTI DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC	Gérard Lachance	Gilles Bourque
■ PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC/ QUÉBEC LIBERAL PARTY	Robert Bourassa	Jean-Pierre Roy
■ PARTI MARXISTE- LÉNINISTE DU QUÉBEC	Christiane Robidoux	Serge Lafortune
■ PARTI POUR LA RÉPUBLIQUE DU CANADA (QUÉBEC)/ PARTY FOR THE COMMONWEALTH OF CANADA (QUÉBEC)	Gilles Gervais	Claude Brosseau
■ PARTI PROGRESSISTE CONSERVATEUR DU QUÉBEC/ PROGRESSIVE CONSERVATIVE PARTY OF QUÉBEC	Claude Roy	Guy Côté
■ PARTI QUÉBÉCOIS	Jacques Parizeau	Paul Bégin
■ PARTI VERT DU QUÉBEC/ GREEN PARTY OF QUÉBEC	Jean Ouimet	Roch Lanthier
■ RAINBOW COALITION/ COALITION ARC-EN-CIEL	Marc Brunel Belhomme	Iona Christopher

ET IL Y A DES RÈGLES À SUIVRE:

Voici les principales règles applicables aux contributions.

Selon la Loi électorale, seul un électeur peut verser, à même ses propres biens, une contribution à des fins politiques. Les personnes morales, comme les compagnies, les corporations et les syndicats, ne peuvent en aucun temps contribuer aux caisses des partis ou des candidats.

Chaque fois que vous faites un don en argent, que vous rendez des services ou fournissez des biens à titre gratuit à un parti, une association de comté ou un candidat, vous faites une contribution. Il existe cependant des exceptions qui sont prévues dans la loi.

Le représentant officiel ou la personne qu'il désigne à cette fin sont les seules personnes qui peuvent recueillir vos contributions. Ils ont l'obligation de vous délivrer un reçu pour toute contribution.

Vous pouvez déduire de votre impôt autrement payable à Revenu Québec une somme égale à 50 % de vos premiers 280 \$ de contribution.

Au cours d'une même année, vous ne pouvez verser plus de 3000 \$ à chacun des partis ou candidats indépendants.


Vous pouvez verser votre contribution en argent comptant si le montant est de 100 \$ ou moins. Vous devez faire un chèque pour une somme de plus de 100 \$.

Pour plus d'information, vous pouvez communiquer avec:

Le Centre de renseignements
Directeur général des élections du Québec
Édifice René-Lévesque
3460, rue de La Pérade
Sainte-Foy (Québec)
G1X 3Y5

ou composer pour la région de Québec: 643-5380
à l'extérieur de Québec (sans frais): 1-800-463-4378

Un dépliant sur le financement politique au Québec est également disponible sur demande.

 Le Directeur général des élections
du Québec
Pierre-F. Côté, C.R.

1670 30 ans à vous offrir qualité, service et satisfaction, avec en plus notre garantie de remboursement. 1990

★ LA BAIE ★

Adrien Arpel

L'OFFRE «PALETTE 90» D'ADRIEN ARPEL

Cet automne, redonnez vie à votre visage grâce aux nouveaux tons mode de Palette 90 d'Adrien Arpel! Offrez-vous une session beauté chez Adrien Arpel, soit des soins du visage, un traitement des mains et un maquillage, et vous recevrez une palette de couleurs "sur mesure".

35\$ LE TOUT!

SOINS DU VISAGE:

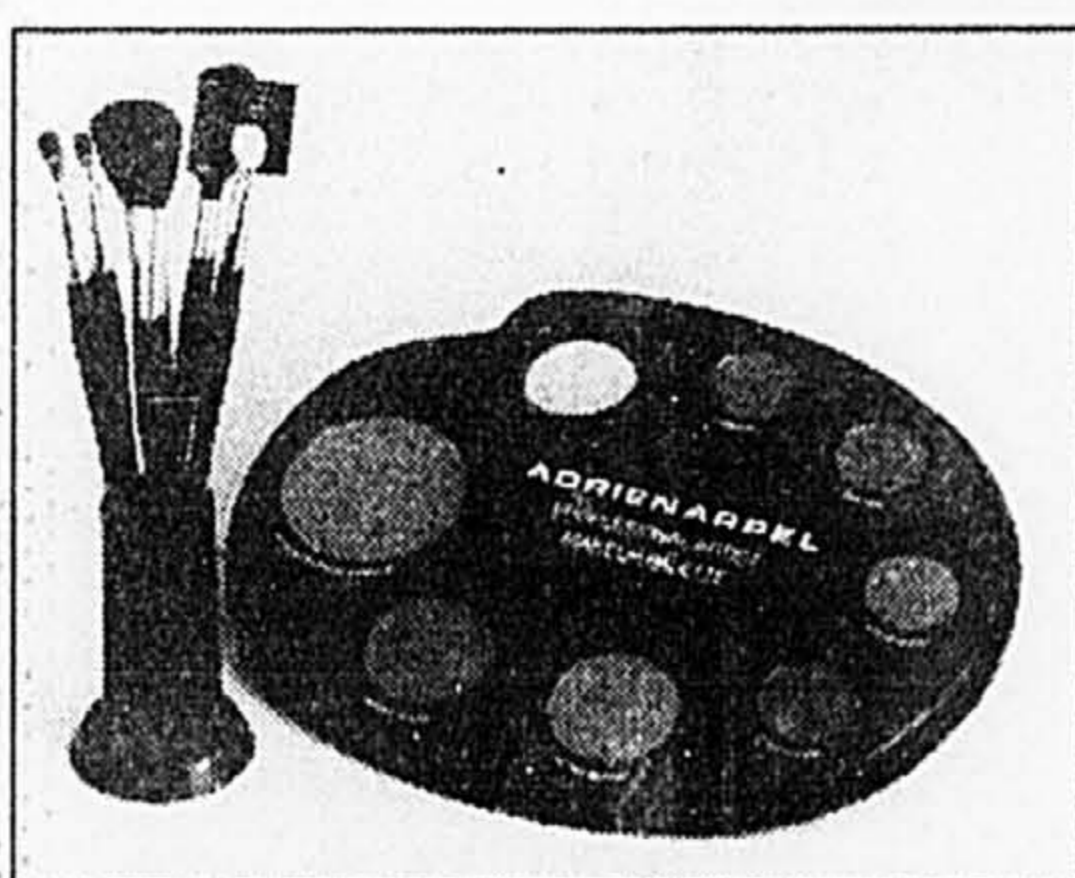
- Doux nettoyage aux pétales de fleurs;
- Doux désincrustant aux pétales de fleurs;
- Electro-aspiration pour enlever les impuretés et les peaux mortes;
- Masque adapté à votre type de peau.

TRAITEMENT DES MAINS:

- Massage relaxant à l'aide d'une lotion protéique au collagène et d'essences florales essentielles;
- Application de gaze chaude aux essences végétales pour sceller les bienfaits du traitement.

MAQUILLAGE PAS À PAS:

- Application de produits cosmétiques aux couleurs dernier cri;
- Petits trucs sur l'emploi des fards et l'art d'utiliser les pinceaux.



Votre prime: Palette 90! Vous y trouverez tout ce qu'il vous faut pour composer votre allure mode de la rentrée:
• Deux fards à joues • Deux ombres à paupières
• Deux rouges à lèvres • Crème poudreuse • Pinceaux
L'offre prend fin le samedi 15 septembre 1990.
Prenez rendez-vous dès aujourd'hui!
Produits de beauté, rayon 240

CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL
281-4781
CENTRE BOULEVARD
728-4571, poste 250
CENTRE ROCKLAND
739-5521, poste 259
PLACE VERSAILLES
354-8470, poste 259
PROMENADES ST-BRUNO
653-4455, poste 2243

FAIRVIEW, POINTE-CLAIRE
697-4670, poste 225
GALERIES D'ANJOU
353-3300, poste 3312
CARREFOUR LAVAL
687-1540, poste 3210
MAIL CHAMPLAIN, BROSSARD
466-3220, poste 215

Satisfaction garantie. On peut s'y fier!



Compagnie de la Baie d'Hudson

la Baie